

Les crédits

En tant que député de la région de Toronto, j'aimerais que le gouvernement me dise, entre autres choses, si les compressions budgétaires figurent effectivement parmi les principales considérations idéologiques qui guident l'action gouvernementale. S'il avait choisi Kingston, cela semblerait au moins juste. Il épargnerait peut-être ainsi aux employés des dépôts de Montréal et de Toronto les déchirements qu'occasionnent un déménagement dans un nouveau lieu d'affectation.

Je pourrais faire accepter ce raisonnement aux gens de Toronto, et je suis persuadé que mes amis du Québec pourraient faire de même à Montréal. Mais ce que je ne peux pas faire accepter à Toronto, c'est la justification de cette décision.

Les gens en concluent manifestement qu'il ne s'agit pas de rationalisation ni d'économie, mais de la politique du ministre de la Défense nationale qui reste assez longtemps au Canada pour prendre ces décisions insensées, puis s'envole, et nous devons mettre de l'ordre dans la pagaille qu'il a causée.

• (1300)

L'autre aspect négatif de la question est que le ministre qui est originaire du Québec, un concitoyen canadien du Québec qui participe au débat sur l'unité nationale, par cette décision même, suscite des sentiments négatifs à l'égard de Montréal et du Québec. Les travailleurs ont dit des choses sur nos concitoyens dont on ne devrait pas parler. Le ministre doit apprendre que, quand il prend une décision qui devient presque indéfendable, il contribue aux forces que lui-même et des concitoyens du Québec essayent de concilier avec tous les Canadiens.

Il s'agit d'une décision militaire et économique qui se trouve mêlée au contexte de l'unité nationale. C'est extrêmement dangereux. En ce qui concerne le dépôt militaire, j'ai écrit hier au ministre pour lui demander, de concert avec ses collaborateurs, de reconsidérer la question. Je ne leur demande même pas de garder la base de Downsview à Toronto dans son état actuel.

Si c'était sa décision, je l'applaudirais. S'il peut donner au moins aux Canadiens la solution la plus efficace, la plus rentable et celle qui sert le mieux les intérêts de notre sécurité nationale, si ces trois facteurs se trouvent à Kingston, alors je défendrais la solution de Kingston. Autrement, j'aurai du mal à donner la raison de cette décision et à l'expliquer aux travailleurs qui viendront à

mon bureau demain et samedi pour me dire: «Bon, il y a une perte nette de 300 emplois. Qu'est-ce que je fais maintenant?»

Nous savons l'effet qu'ont eu la récession et l'Accord de libre-échange sur Toronto. Nous savons qu'il n'y a pas eu de création d'emplois. Espérons au moins que le gouvernement va conserver le niveau actuel d'emploi sans prendre de mesure qui signifie: «Vous allez subir une perte nette de 300 emplois qui ne seront pas remplacés».

Qu'est-ce que je peux faire dans ces conditions pour que ces 300 familles continuent à croire au Canada? C'est la même chose quand il s'agit de sécurité. Le gouvernement veut déréglementer. Il veut augmenter le nombre de vols, c'est lui qui gouverne mais il a aussi la responsabilité de fournir une sécurité qui aille de pair avec la déréglementation et ne soit pas en retard sur elle afin qu'elle ne devienne pas la victime de l'idéologie du gouvernement qui consiste simplement à regarder non pas vers l'avenir, mais vers le passé.

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je sais que mon collègue abordera la dernière partie de l'intervention du député. Je sympathise dans une certaine mesure avec ce que mon collègue d'en face a dit à propos des voyages en avion. Comme vous le savez, un certain nombre d'entre nous passent beaucoup de temps en avion. Cela commence à m'exaspérer.

Autrefois, quand on prenait l'avion à St. John's, il fallait téléphoner pour savoir si l'avion partait ou pas. Depuis six ans que je vais à St. John's et que j'en repars par avion, il m'est arrivé une fois seulement de ne pas pouvoir emprunter cet aéroport à cause du mauvais temps. Maintenant, on s'y rend tout simplement.

Quand on arrive à St. John's à six heures du matin, on ne peut pas dire si les avions partent ou pas, car il y a tellement d'appareils qui volent. On ne sait pas ce qui se passe. Il y a deux 737 de CP Air qui attendent au sol tous les matins. Il y a deux réactés d'Air Canada. Il y a un 727, et il y a maintenant un Airbus qui s'en vient, plus tous les Dash-8 qui sont alignés le long de la piste. Je suis d'accord avec lui. On ne sait pas ce qui se passe, il y a tellement d'avions qui volent.

La région compte 560 000 habitants, soit la population de North York. Quels sont les services dont nous disposons? Il y a tous les jours 13 vols de St. John's à Halifax, dont dix directs. Il y a tous les jours neuf vols de St.